Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: 2

Artikel: Les intérêts géopolitiques des acteurs de la crise du Mali
Autor: Chauprade, Aymeric
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-781126

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Croisement de véhicules militaires français et maliens.

International

Les intérêts géopolitiques des acteurs de la crise du Mali

Aymeric Chauprade

Docteur en Science politique, directeur de www.realpolitik.tv

Le retour de la France en Afrique?

Au regard des intérêts de la France en Afrique, la décision d'intervention militaire française apparaîtra, je le crois, comme une bonne décision.

Car quelle était la situation de la France en Afrique avant cette affaire du Mali ? Plus précisément que devenait l'influence française en Afrique depuis le fameux discours prononcé le 20 juin 1990 à la Baule ?

Depuis la fin de la guerre froide, et faute de vision géopolitique, la France n'a cessé de reculer en Afrique. En position défensive, sans vision ni anticipation, elle n'a fait que subir la montée de l'influence américaine dans toutes ses anciennes colonies. Prise en tenaille entre ses devoirs européens et l'atlantisme, son influence s'est considérablement amoindrie outre-mer. D'un côté le discours de la démocratisation, de l'autre les turpitudes du personnel politique (cette *françafrique* que l'on ne saurait confondre avec les intérêts légitimes de la France en Afrique) ; et bien sûr une montée en puissance des Etats-Unis sur le prétexte de la lutte contre le terrorisme islamiste, au début des années 2000...

Fidèle à mon habitude consistant à soumettre à la critique du lecteur ce que j'ai pu écrire par le passé, je ne résiste pas à l'envie de vous livrer un extrait d'une tribune que je donnais en 2008 à *Valeurs actuelles*, au moment où Nicolas Sarkozy s'attachait à réduire notre présence militaire en Afrique.

La France doit-elle quitter l'Afrique ?

En 2007, l'Afrique subsaharienne a connu au moins deux événements majeurs : la Chine est devenue son premier partenaire commercial et les États-Unis ont annoncé la création d'un commandement stratégique dédié au continent : l'AFRICOM. Américains et Chinois s'intéressent à l'Afrique pour ses immenses richesses. Le continent possède 10% des réserves mondiales prouvées de pétrole et contribue déjà à hauteur de 10% à la production pétrolière mondiale. Il contient aussi une bonne partie de l'uranium de nos centrales nucléaires de demain ainsi que de nombreux minerais indispensables aux nouvelles technologies civiles et militaires.

La France doit restaurer sa politique africaine. Plutôt que d'observer une neutralité de façade qui, dans les faits, profite à des gouvernements n'ayant plus d'autre activité que de piller leur pays et faire chanter Paris (Tchad), elle doit favoriser l'émergence d'une classe de dirigeants habitée par le Bien commun.
Sauf à désespérer complètement de l'Afrique subsaharienne, une telle politique est possible. Elle implique cependant que l'armée française conserve des forces conséquentes en Afrique. Certes, on peut encourager la prise en main de la sécurité par les Africains eux-mêmes (RECAMP c'est très bien...), mais il est trop tôt pour partir. Les identités nationales sont encore fragiles (quand elles ne sont pas inexistantes) et ne supporteraient pas notre retrait.

Il ne faut avoir aucun apriori négatif quant au changement dans la disposition de nos forces en Afrique. Il est parfaitement normal que des dispositifs militaires se remettent en question. De même, renégocier nos accords de défense peut nous permettre de relancer notre coopération sur des bases saines et de rappeler à nos amis africains que la présence française n'est pas une « assurance anti-coup d'Etat » permettant de gouverner n'importe comment.

La France occupe aujourd'hui des positions précieuses en Afrique qu'elle doit veiller à ne pas abandonner : d'abord les ports de Dakar et Djibouti, qui disposent de fortes capacités, et nous seraient précieux en cas de conflit de haute intensité. Ensuite, le Tchad qui sera bientôt le 4e pays d'Afrique subsaharienne en réserves prouvées de pétrole, derrière le Nigeria, l'Angola et la Guinée équatoriale, c'est-à-dire le premier pays pétrolier francophone. Cet immense territoire, faiblement peuplé mais occupant une position stratégique, pourrait idéalement être le siège d'un dispositif de protection des pays africains de la frange saharienne, autant face aux ambitions salafistes que face aux projets géopolitiques des puissants voisins du Maghreb.
Il nous faut ensuite une plateforme dans le Golfe de Guinée, zone que Paris ne saurait abandonner aux poussées américaine et chinoise. Elle pourrait concentrer les missions des bases actuelles du Gabon (Libreville) et de Côte-d'Ivoire. Le choix est ouvert en Afrique centrale et dans le Golfe de Guinée, mais ce qui est certain c'est que nous ne pouvons pas abandonner cette région pétrolifère instable.

Une nouvelle politique africaine pour la France, de fait alors pour l'Europe, pourrait être fondée sur les principes suivants : la France aiderait les pays africains à se protéger des fléaux que sont l'islamisme, le chaos ethnique, les ambitions voisines ; elle favoriserait le maintien des élites en Afrique et l'émergence de dirigeants de « Bien commun » plutôt que des démocraties fausses et inefficaces. En retour, les dirigeants africains aideraient la France à accéder aux ressources et à lutter efficacement contre l'immigration ; ils travailleraient au développement en faisant cesser de manière significative les pratiques de prédation. Une telle politique s'appuierait sur une crédibilité de puissance, celle de forces françaises permanentes basées à l'ouest (Dakar et Golfe de Guinée), au centre (Tchad) et à l'Est (Djibouti). En vérité, il s'agit là d'une proposition somme toute bien modeste si on veut bien la comparer à l'AFRICOM américain...»

Cinq ans plus tard imaginez donc ce qui se serait passé au Mali si nous avions écouté ceux qui, des rangs socialistes jusqu'aux rangs libéraux, appelaient à plier bagage et à désengager les troupes françaises d'Afrique. Sans dispositif pré-positionné dans la zone et avec un porte-avions Charles de Gaulle en cale sèche pour 6 mois (puisque nous n'avons plus, hélas, qu'un seul porte-avions, sujet sur lequel je m'étais également fortement engagé autrefois), comment la France aurait-elle pu intervenir en janvier 2013 ? La réponse est simple : elle n'aurait pu le faire à temps et la capitale Bamako serait tombée. Il a fallu un mois avant qu'un BPC puisse décharger du matériel lourd dans un port africain. Sur ce sujet, je serais heureux d'entendre nos politiques, de droite comme de gauche, eux qui ont voté toutes les réductions capacitaires. Car les mêmes qui, aujourd'hui, applaudissent des deux mains l'intervention militaire française votaient hier le désengagement militaire de l'Afrique!

Revenons à la cause de l'intervention elle-même. Je ne voudrais pas que l'on pense que je ne parle d'intérêts masqués qu'à propos de guerres américaines. Loin de moi l'idée d'esquiver la question des intérêts français. Je me suis opposé sans ambiguïté à la guerre (française en partie) contre le régime libyen en y dénonçant des appétits stratégiques déguisés derrière le masque de la Morale et en prédisant que le résultat serait surtout favorable aux islamistes et au chaos.
Il me semble important de souligner que les mobiles de l'intervention au Mali sont très différents de ceux de la guerre en Libye, en même temps d'ailleurs que la première est largement une conséquence de la deuxième.

Au moment où les djihadistes fondaient sur le Sud du Mali, après s'être emparés de Tombouctou et Gao, il y avait 6 000 Français vivant et travaillant à Bamako. Ce qu'un président français assumant de manière "normale" les intérêts de la France et la sécurité des Français aurait pu simplement affirmer devant les Français afin de justifier le déclenchement d'une opération militaire incontestablement unilatérale et extérieure à toute légalité internationale est la chose suivante : *« Si nous n'intervenons pas, nous n'aurons pas seulement 6 otages français dans le Sahel, mais 6'000 otages à Bamako. »* Cette réalité sécuritaire s'est imposée à la France, et a poussé le Président à répondre favorablement aux avertissements des militaires français lesquels voyaient l'armée malienne s'effondrer complètement face au blitzkrieg touareg et djihadiste.

Ce faisant – et c'est là qu'un basculement sans doute historique s'est produit – la France, par son rôle protecteur, a retrouvé la « valeur ajoutée » qu'elle semblait avoir perdu aux yeux des dirigeants africains. La plupart des dirigeants africains francophones viennent de comprendre, s'ils ne l'avaient pas encore compris, qu'ils sont à la tête de pays non seulement sous-développés économiquement mais surtout fragiles dans leur existence même du fait de fortes contradictions identitaires et du faible degré unitaire de l'État-nation africain. Et au moment où l'Afrique suscite tous les appétits, chinois, américains, islamiques (les groupuscules islamistes ne sont que le bras armé de puissants États du Golfe qui veulent récolter les fruits des "arbres à madrassas" qu'ils ont plantés depuis des décennies sur le continent africain), ces dirigeants commencent peut-être à comprendre que la France est le dernier État qui, bien qu'ayant aussi des intérêts matériels à défendre, est capable de s'engager pour la défense de leur propre existence historique.
Le meilleur argument que la France peut mettre en avant pour justifier sa présence en Afrique, c'est son rôle protecteur pour des Etats africains trop faibles pour protéger seuls leur souveraineté. Ce rôle protecteur et pacificateur est d'ailleurs en filiation directe avec l'époque coloniale, à la différence notable qu'il s'agit désormais de protéger la souveraineté africaine et non de s'y substituer. À côté de cela, on ne voit pas au nom de quel principe masochiste il faudrait s'interdire d'avoir des intérêts économiques et stratégiques, comme les autres acteurs extra-africains : États-Unis, Israël[1] mais aussi les BRICS.

Voyons à présent ces intérêts matériels de la France au Mali et plus largement dans la région sahélienne.
L'un des premiers intérêts à préserver pour Paris est son exploitation de l'uranium du Niger. Le Niger a produit 4'000 tonnes d'uranium en 2011. La *World Nuclear Association* estime que cela place le Niger entre le troisième et le cinquième rang mondial des producteurs d'uranium. Le Niger représente actuellement 40% de l'uranium importé par Areva en France, groupe qui exploite deux mines dans le pays : *Arlit* et *Akouta*, et prévoit d'en exploiter une troisième plus grande encore *Imounaren*.
Entre 1971 et 2012, la mine d'Arlit (mine à ciel ouvert) a produit plus de 44'000 tonnes. En 2009 la production était d'un peu plus de 1800 t.
La mine souterraine d'Akouta a la capacité de produire 2 000 tonnes par an et a déjà produit plus de 55'000 tonnes d'uranium depuis le début de l'extraction en 1974.

Mais les deux mines n'ont plus que dix à vingt ans de production devant elles et pour la France, l'avenir au Niger repose désormais surtout sur la mine d'Imouraren dont l'exploitation a été approuvée en janvier 2009, après la ratification d'une convention minière liant Areva et le gouvernement nigérien. En décembre 2009, la Kepco (Korea Electric Power Company) a acquis 10% des parts de la mine. N'oublions pas que les intérêts sur l'uranium du Niger sont principalement, mais non exclusivement, français. Les Coréens du Sud aussi sont présents, et surtout les Chinois qui exploitent la quatrième mine d'uranium du pays (mine d'Azelik qui a donné 700 t en 2011).

En juin 2012, le président Hollande a rencontré le président nigérien, Mahamadou Issoufou, et a demandé l'accélération de la mise en exploitation, fin 2013, de cette mine géante d'Imouraren. Imouraren est potentiellement la deuxième plus grande mine d'uranium du monde (avec 5'000 tonnes par an). Areva a prévu d'y investir 1,2 milliard d'euros. Son exploitation ferait passer le Niger du 6e au 2e rang mondial des producteurs d'uranium, juste derrière le Kazakhstan, pays où Areva est également implantée.

Mais le problème islamiste retarde de plus en plus la mise en exploitation d'Imouraren. En février 2012, le Ministre nigérien des Mines, Omar Hamidou Tchiana, a révélé que la nouvelle mine d'uranium débutera probablement sa production en 2014,

1 Il faut lire à ce sujet l'excellent livre de Pierre Péan, *Carnages, les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique* (Fayard) qui met en lumière l'importance des ressources minérales africaines pour l'Etat d'Israël.

en raison de retards causés par des enlèvements de travailleurs étrangers dans le nord du pays. Ce sont des employés d'Areva qui ont été enlevés par AQMI, ne l'oublions pas, et AREVA doit clairement trouver une solution au problème islamiste.

Au Mali, l'uranium est aussi un enjeu important pour Areva. La société française essaie d'obtenir, depuis de nombreuses années, les droits d'exploitation d'une mine d'uranium qui se trouve à Faléa (région isolée à 350 km de Bamako vers la frontière du Sénégal et de la Guinée). Dans les années 70, l'ancêtre d'Areva, la Cogema, de concert avec le Bureau de Recherche géologique minière et la SONAREM (Société d'État malienne), avait effectué une prospection mais l'exploitation avait été jugée peu rentable. En 2005, la société canadienne Rockgate a été mandatée par le gouvernement malien afin de forer à nouveau à Faléa. En 2010, les rapports de Rockgate ont conclu que le Mali offrait "un environnement de classe mondiale pour l'exploitation de l'uranium" et deux ans plus tard, une société sud-africaine (DRA Group) mandatée par Rockgate à propos de Faléa a conclu que Faléa pourrait offrir une production annuelle de 12'000 tonnes d'uranium, soit 3 fois la somme des productions des mines nigériennes d'Arlit et Akouta !

Prenons un peu de hauteur et nous voyons alors se dessiner ce qui pourrait apparaître comme un formidable corridor stratégique de l'uranium et d'autres ressources minérales sous contrôle français : l'axe Est/Ouest Tchad-Niger-Mali qui désenclaverait ses réserves minérales grâce aux capacités portuaires du Sénégal...
En ce moment, des groupes (notamment chinois) sont en train de réveiller les vieux tracés ferroviaires de l'époque coloniale française pouvant servir à atteindre les côtes atlantiques.
Constatons donc que la France a posé ses dispositifs aux deux extrémités (ses avions décollent du Tchad et la Royale accoste à Dakar) de ce corridor saharien stratégique qui est gorgé de réserves minérales.

N'allons pas trop vite en besogne comme le font certains, car Areva n'est pas le cerveau de l'intervention française au Mali - je l'ai dit, la décision a été prise en urgence pour éviter une situation dramatique dans laquelle 6'000 Français se seraient trouvés piégés dans une ville aux mains de jihadistes ultra-radicaux, mais il est vrai que l'intervention profite aux intérêts d'Areva et ceci pour 2 raisons :
Seule une présence militaire française renforcée dans la zone peut refouler sérieusement (mais pas nécessairement éteindre) le problème islamiste à la périphérie des États alliés (Mali, Niger) et en tout cas loin des zones d'exploitation où il va bien falloir que les ingénieurs et techniciens français puissent revenir en nombre pour travailler. L'intelligence politique de la France serait alors de parvenir à déléguer le "service après-vente" de l'action militaire présente à des composantes touaregs solidement anti-islamistes, faute sinon de voir le coût sécuritaire de l'opération exploser.
Le fait que les gouvernements malien et nigerien aient eu besoin de la France pour défendre leur souveraineté, face à la menace islamiste, met évidemment Areva en position de force face à n'importe quel autre acteur (non seulement les États nigérien et malien mais aussi d'autres groupes privés). La France est désormais l'acteur incontournable de l'équilibre entre Touaregs Sudistes et Africains noirs des États de l'Afrique subsaharienne.

Les intérêts pétroliers

Le Mali possède cinq bassins sédimentaires dont le potentiel pétrolifère est avéré :
bassin de Taoudenni (au nord et vers la frontière mauritanienne) : 600'000 km² pour le seul Mali mais 1,5 million de km² partagés entre Mali, Algérie, Mauritanie, Niger. Schites riches en matière organique. Il serait comparable au bassin d'Illizi en Algérie.
le fossé (ou graben) de Gao : 15'000 km², un seul puit à l'heure actuelle.
les bassins contigus de Iullemeden et Tasmena (à l'Est et frontaliers avec le Niger), 80'000 km², deux puits à l'heure actuelle ; comparable au bassin de Doba au Tchad ou aux bassins d'affaissement paléozoïque d'Algérie.
fossé de Nara au centre, près de Mopti, également comparable au bassin Crétacé de Doba au Tchad soit aux bassins d'affaissement paléozoïque d'Algérie.

L'AUREP, l'Autorité pour la Recherche pétrolière au Mali soutient que le sous-sol du pays est très potentiel pour le gaz et le pétrole et le directeur Afrique du Nord de Total, Jean-François Arrighi de Casanova va dans ce sens quand il parle lui de "nouvel eldorado pétrolier" à propos de la zone Mauritanie/Mali/Niger.
Cependant, à ce jour, le Mali compte encore un faible nombre de puits et son sous-sol reste sous-exploité.

Pour l'instant, Total est surtout présent chez le voisin mauritanien. La multinationale d'origine française est présente dans l'exploration sur les permis Ta7 et Ta8 de la partie mauritanienne du bassin de Taoudéni mais en partage avec les Algériens et les Qataris. Total possède 60%, la Sonatrach (Algérie) 20% et Qatar Petroleum International 29%.
S'agissant du permis Ta8, le forage du puits d'exploration s'est achevé en 2010 et le résultat est décevant. Sur le bloc Ta7, une campagne d'exploration sismique est en cours depuis 2011.
L'exploration on-shore s'est étendue avec un nouvel accord, en janvier 2012, entre Total et le gouvernement mauritanien. Cet accord donne à Total une participation de 90% en tant qu'opérateur sur le bloc Ta29 situé dans le désert du Sahara, à 1000 km à l'est de Nouakchott et au nord du bloc Ta7. Les 10% restants sont entre les mains de la SMH, la compagnie nationale mauritanienne.

Les intérêts de Total dans la zone ne se limitent pas à l'*on-shore*. Ils portent aussi sur le *off-shore*:
accord Total/gouvernement mauritanien de décembre 2011 pour le bloc off-shore C7 (bassin côtier).
accord Total/gouvernement mauritanien de janvier 2012 pour le bloc C9 (Total 90%, SMH 10%) situé à 140 km à l'ouest des côtes mauritaniennes et qui s'étend sur plus de 10'000 km² par 2'500 à 3'000 m de fond.
Signalons à l'attention de ceux qui pourraient, un peu trop rapidement, être choqués par un partage 90/10 entre Total et la SMH, que l'exploration nécessite des investissements colossaux que seul Total peut amener.

Il faut bien comprendre que la chute du régime de Kadhafi ouvre, dans toute l'Afrique du Nord et au Sahel en particulier, la perspective d'une vaste redistribution des cartes en matière pétrolière et gazière.

S'agissant du Mali et de la Mauritanie, Total, la Sonatrach algérienne et la compagnie qatarie ont des intérêts à la fois communs et rivaux. La capacité de ces compagnies à peser sur les gouvernements africains concernés sera en effet d'autant plus forte que l'influence de leur Etat d'appartenance sera grande.
Il est essentiel de comprendre que la distribution des blocs, et des parts relatives à l'exploitation des blocs, est intimement liée aux rapports de force géopolitiques entre la France, l'Algérie et le Qatar.

Regardons maintenant la question de l'or et des autres richesses minières. Le Mali est le troisième producteur d'or du continent africain après l'Afrique du Sud et le Ghana. En 2011 il a produit

56 tonnes d'or sur une production minière mondiale d'or qui oscille selon les années entre 2'000 et 2'500 tonnes.
Voici le classement 2011, production annuelle et réserves prouvées :

Chine :	355 t/1'900
(en 2007 la Chine est passée devant l'Afrique du Sud)	
Australie :	270/ 7'400
Etats-Unis :	237 t/3'000
Russie :	200 t/5'000
Afrique du Sud :	190 t/6'000
Pérou :	150 t/ 2'000
Canada :	110 t/ 920
Ghana :	100 t/ 1'400
Indonésie :	100 t/ 3'000
Ouzbékistan :	90 t/1'700

Le Mali est très prometteur dans ce domaine et devrait bientôt dépasser le Ghana devenant alors le 2e producteur d'or du continent africain.
En 2011, le Mali est devenu producteur de minérai de fer (exploitation de Tienfela). Il dispose également d'un potentiel élevé en manganèse et produit du phosphate. Ses réserves de bauxite sont estimées à 1,2 million de tonnes et pourront être exploitées dans un futur proche. Un potentiel en lithium, diamant, kaolin et pierres gemmes est également identifié, sans compter bien sûr l'uranium dont nous avons déjà parlé.

Il me semble important d'insister sur l'or. N'oublions pas que nous sommes dans un contexte de dépréciation des grandes monnaies mondiales comme le dollar et l'euro. Les banques centrales comme de nombreux opérateurs financiers sont en train d'assurer leur avenir en achetant de l'or physique. L'Allemagne a pris la décision historique de rapatrier une partie de ses stocks d'or physique détenus à New York, Londres et Paris et de très nombreux pays font de même. La Suisse est maintenant, après l'Allemagne, touchée par le mouvement the « Swiss Gold Initiative, » initiative lancée par 4 membres du Parlement suisse en mars 2012 visant à exiger le rapatriement de l'or de la BNS (Banque nationale suisse) laquelle refuse d'indiquer dans quel(s) pays se trouve son stock d'or.
Un exemple récent encore (et ils se multiplient presque chaque semaine) : le Fonds d'Etat pétrolier de l'Azerbaïdjan (SOFAZ) a retiré une tonne de son or physique des coffres de J.P Morgan à Londres pour le placer dans les coffres sécurisés de la Banque centrale de Bakou. Tout le monde est en train de réaliser que les banquiers anglo-saxons ont tout simplement vendu ou « joué » l'or que des Etats et fonds souverains leur avaient confié.
Et le mouvement se propage!
Washington et Londres - les Français ont sans doute été les plus honnêtes avec les Allemands puisqu'ils ont annoncé qu'ils restitueraient rapidement les lingots ce qui laisse à penser que la France a vendu... son or et non celui des Allemands!- ont déjà annoncé qu'il leur faudrait 7 ans pour restituer à l'Allemagne son or, ce qui signifie très probablement que ces pays n'en disposent plus.
Songez encore que la FED refuse d'apporter la preuve que l'or américain existe encore! Que peut-il bien en être alors de l'or allemand confié aux Etats-Unis?
L'or n'y est probablement plus, comme le soutient le GATA (Gold Anti-Trust Action Committee) car il aura été prêté aux banques d'affaires et vendu sur les marchés afin de maintenir les cours sous pression et de sauver la confiance dans l'argent papier.
Les mauvaises langues insinuent que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France pourraient se servir dans des pays comme le Mali où il sera facile d'opérer à l'abri du monde. Ce sont évidemment des accusations rapides et peu étayées, mais l'Histoire prouve que tout devient possible dans les situations économiques critiques.

Les intérêts qataris

Le Qatar porte une responsabilité évidente dans les révolutions de Tunisie, d'Egypte, de Libye (il a financé les islamistes de Cyrénaïque à l'origine du déclenchement de la révolution avant que les militaires qataris ne jouent eux-mêmes un rôle opérationnel actif, au sol, auprès des forces spéciales occidentales), de Syrie (il finance les rebelles islamistes, tout comme l'Arabie Saoudite, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis).
L'action du Qatar est également prouvée au Mali où il a directement financé les groupes *Mujao* et *Ansar Dine* (tandis, je le répète, qu'AQMI est sans doute un faux-nez des services algériens) et son influence se dissimule derrière l'action opérationnelle du Croissant rouge qatari.
Le 6 avril 2012, le journal malien l'*Indépendant*, relatait qu'un avion cargo qatariote avait atterri à Gao pour livrer des armes et des stupéfiants aux rebelles touaregs. La drogue est en effet une source de revenu essentielle des rébellions dans le monde, et est leur est directement fournie par des services secrets étatiques; certains pays savent en effet recycler leurs saisies policières et douanières en outil de financement de guerres occultes aux mains des services secrets. Pour en revenir à l'article de l'*Indépendant*, un comité d'accueil a été formé autour de l'avion sous la direction d'Iyad Ag Ghaly, leader touareg du mouvement salafiste Ansar Dine qui contrôlait à ce moment Tombouctou et Kidal. Ancien consul du Mali à Djeddah (mais menacé d'expulsion par les Saoudiens en 2010 il est revenu au Mali, sans doute récupéré par les Qataris eux-mêmes farouches ennemis des Saoudiens), ce touareg avait profité d'années d'activité dans le Golfe pour développer ses connexions islamistes.
D'autres sources maliennes affirment qu'après la prise de Tessalit par les islamistes, le 10 mars 2012, un avion cargo du Qatar avait aussi atterri dans cette localité pour y livrer une quantité importante d'armes modernes, des munitions, des 4x4. Le Qatar a tout fait pour favoriser Ansar Dine, branche dissidente et islamiste du MNLA, contre la branche historique et nationaliste des Touaregs.
Par ailleurs, il faut remarquer qu'en janvier 2012, l'émir du Qatar s'est brouillé violemment avec le président mauritanien, Ould Abdel Aziz. *Le Figaro* du 12 janvier 2012 relate les faits suivants, qui sont d'une extrême gravité quand on connaît la culture du Golfe : *« L'émir du Qatar a voulu donner certaines directives au président Abdel Aziz, usant d'un ton comminatoire, et menaçant d'utiliser sa chaîne al-Jazeera pour faire éclater une révolution en Mauritanie, comme en Tunisie et en Egypte. Le chef de l'Etat mauritanien, un militaire, a alors explosé et a congédié l'émir. »*

Cette affaire a forcément fragilisé les intérêts du consortium Total/Qatar Petroleum international en Mauritanie (voir les accords plus haut).

Le Qatar, qui joue un rôle important dans la nouvelle donne pétrolière et gazière en Libye, veut étendre son influence dans le Sahel (Mauritanie et Mali) et utilise les groupes islamistes à cet effet.

Quelle vision stratégique sous-tend ces actions ? Le Qatar détient 15% environ des réserves prouvées de gaz. Trois acteurs, la Russie, l'Iran et le Qatar détiennent à eux trois 60% des réserves prouvées du monde. En essayant d'étendre son emprise sur le Moyen-Orient (Syrie) et sur le Sahara (Libye, Sahel et demain l'Algérie sur laquelle plane la menace d'une révolution arabe soutenue par Doha), le Qatar, de concert avec les Etats-Unis, veut couper l'Europe de la Russie (principal fournisseur de gaz des Européens) et remplacer Moscou et Alger.
Les investissements du Qatar dans les actifs stratégiques français vont dans le même sens. En s'appuyant sur l'islam en France, en contrôlant des parts croissantes d'actifs stratégiques, le Qatar va peu à peu influer sur la décision politique française (ce qui s'est passé entre l'émir du Qatar et le président Sarkozy laisse hélas présager de ce qui pourrait se passer demain avec de nombreux parlementaires français « placés » sous influence).
Et l'on voit bien où cela pourrait mener... à renforcer un lobbying actif pour faire sortir la France du nucléaire et pousser celle-ci à aller davantage encore vers le gaz (car évidemment les énergies renouvelables ne peuvent être que des composantes minoritaires dans un *mix énergétique*).

Les intérêts américains

Après le 11 septembre 2001, sous prétexte de lutte contre le terrorisme islamique, les Américains ont augmenté leur effort d'implantation sur le continent africain, en particulier dans les zones d'influence traditionnelles de la France.
Depuis 2002, 1700 soldats américains sont basés à Djibouti, point d'implantation historique de la France. Depuis 2003, les Américains ont développé avec les pays de la frange saharienne la PSI (*Pan Sahel Initiative*), un programme d'assistance militaire aux pays sahéliens, qui concerna au départ le Tchad (où la France est pourtant militairement présente), le Mali, la Mauritanie et le Niger, avant de s'étendre en 2005 au Maroc et au Nigeria pour devenir la TSCTI (*Trans Saharan Counter Terrorism Initiative*). En décembre 2008, les Américains ont créé un commandement stratégique dédié à l'Afrique (à l'exception de l'Egypte qui reste attachée au CENTCOM, le commandement en charge des opérations au Moyen-Orient), en détachant cette zone de leur commandement européen Eucom. Cependant, aucun pays africain n'ayant accepté d'accueillir ce commandement, le centre reste à Stuttgart en Allemagne.
La raison profonde de cet intérêt américain pour l'Afrique n'est pas le terrorisme mais le pétrole et le gaz.
L'Afrique pèse plus aujourd'hui dans les importations pétrolières américaines que l'Arabie Saoudite. Un quart des importations de pétrole américaines viennent d'Afrique, du Golfe de Guinée (Nigeria et Angola mais aussi Guinée équatoriale) et les Américains ont aussi des ambitions en Afrique sahélienne.

Si l'on regarde les effets de la coopération militaire américaine au Mali, le résultat est implacable. Les Américains ont surtout formé des Touaregs qui ont ensuite déserté l'armée malienne pour rejoindre le MNLA et Ansar Dine et participer à la guerre contre l'Etat central malien! Quand ils formaient des Noirs du Sud, il s'agissait du capitaine Sanogo lequel renversait, en mars 2012, le président Amadou Toumani Touré et créait l'anarchie dans le pays!
Le général Carter Ham, qui dirige Africom s'est déclaré déçu du comportements des officiers sahéliens formés par les Etats-Unis. On peut comprendre sa déception en effet!

Cela fait dix ans maintenant que nous écrivons qu'au nom de la lutte contre le terrorisme dans le Sahel, les Américains sont en train d'évincer la France de la zone et de faire main basse sur les réserves pétrolières, gazières et minérales. Pendant que je prêchais dans le désert, des communiquants acquis aux intérêts américains expliquaient doctement sur les plateaux de télévision français que les Etats-Unis n'avaient d'autre ambition que de faire reculer le terrorisme et développer la démocratie. Que seule "l'odieuse Françafrique" avait des intérêts égoïstes sur le continent noir... Qu'il fallait aussi avoir très peur de la "méchante Chine" qui allait avaler tout le monde.

La réalité est que depuis l'ère bipolaire, l'alliance tissée entre Washington et l'islam radical n'a jamais été rompue, 11 septembre ou pas.

La bande Tchad/Niger/Mali/Sénégal va donc rester sous contrôle sécuritaire français. Il en va des intérêts stratégiques de la France (hydrocarbures, uranium, or, et autres ressources) comme du maintien de son influence (la France conservera son intérêt aux yeux des Africains, à la condition de garantir à ceux-ci leur sécurité). Historiquement liée à tous les Etats de la région (Afrique du Nord et Sahel), la France dispose d'une légitimité qui lui permettra d'aider les pays de la zone à se débarrasser des groupes islamistes mafieux et à restaurer la stabilité.

Conclusion

L'avenir de la région n'est ni dans le séparatisme et la création de nouvelles frontières, ni dans le maintien d'un jacobinisme dépassé et qui a échoué à peu près partout. L'enjeu est à la fois de conserver les frontières en place et de prendre en compte les identités spécifiques. A cet égard, ce que le Royaume du Maroc tente de faire avec les Sahraouis a vertu d'exemplarité. Il s'agit d'une autonomie aménagée à l'intérieur de la souveraineté marocaine qui apparaît comme l'alliage équilibré de la souveraineté historique du Maroc sur cette province et du respect des caractères culturels et économiques spécifiques des Sahraouis. Le même principe pourrait être appliqué aux Touaregs du Niger et du Mali ce qui permettrait d'arrêter ce terrible balancier de l'histoire qui voit les uns écraser les autres, puis les autres prendre à leur tour leur revanche. Sortons de cette opposition stérile entre Nord et Sud dans les Etats de la frange sahélienne et sachons inventer de nouvelles formes de gouvernance, à la fois respectueuse des souverainetés étatiques, et des caractères propres aux identités locales. Face au terrorisme et aux trafics sahariens, il n'apparaît aucune autre solution réaliste et durable dans le Maghreb et le Sahel que "l'autonomie dans la souveraineté". Le paradoxe étant cependant que ceux qui mettent en oeuvre aujourd'hui cette solution d'avenir, les Marocains, sont en même temps victimes d'un héritage onusien complètement obsolète qui les enferme dans l'antagonisme idéologique de la Guerre froide. Seul le pragmatisme géopolitique permettra d'apporter des règlements politiques durables, préalable à la coopération réelle entre les Etats de la région et au développement. S'ils ne veulent pas subir les ravages du terrorisme et de l'immigration incontrôlée, les Européens n'auront d'autre choix, bientôt, que de soutenir cette solution pragmatique.

A. C.